

MASTER

DROIT PUBLIC

Formation initiale (M1 & M2)

Formation en alternance (M2)

Parcours Droit public des affaires

Parcours Droit de l'action publique et des libertés

NIVEAU D'ÉTUDE

BAC + 5

DURÉE

2 ans

LIEU

U.F.R Droit et Économie
Saint Denis - Moufia

CRÉDITS ECTS

120



Objectifs

Le Master droit public de La Réunion a pour ambition d'offrir le meilleur de l'Université française en assumant pleinement son ancrage local. Le Master droit public vise à former de véritables juristes spécialisés en droit administratif. Il ne s'agit pas seulement de savoir comment appliquer ce droit, mais aussi de le contextualiser, de le comprendre, de penser ses évolutions. L'objectif est ainsi de former des juristes capables d'exercer, non seulement des fonctions d'exécution, mais aussi des fonctions de conseil, d'encadrement, de direction ou de recherche, que ce soit dans la fonction publique territoriale ou nationale, en cabinet d'avocats ou bien en entreprises (SPL, SEM, entreprises de BTP, etc.).

En Master 1, les étudiants ont la possibilité d'intégrer le parcours « classe préparatoire aux concours des Fonctions Publiques » (sélection sur dossier) qui prépare aux concours administratifs externes de catégorie A et A+ des trois fonctions publiques (État, territoriale et hospitalière).

En Master 2, deux parcours sont proposés :

- le parcours Droit public des affaires
- le parcours Droit de l'action publique et des libertés

Contenu de la formation

Master 1 (formation initiale) : Droit public économique, Droit matériel de l'Union européenne, Droit de l'urbanisme, Droit de la concurrence, Contentieux des libertés, Droit de la responsabilité administrative, Droit de la santé publique, Rapports de systèmes juridiques, Anglais, PIX, Méthodologie, Droit des contrats publics, Droit de l'environnement, Droit des collectivités territoriales, Finances locales, Droit du service public, Systèmes juridiques comparés, Déontologie du juriste, Stage ou mémoire.

Master 2 (formation initiale/alternance) :

Tronc commun : Démocratie environnementale, Secteur public et para public local, Droit pénal des acteurs publics, Droit de l'aménagement, Droit des collectivités ultra-marines, Anglais (Préparation aux certifications standardisées : TOEIC, TOEFL, etc.), Outils informatiques et gestion des données personnelles, Profil professionnel (Présentation du CV, rédaction de lettres de motivation, préparations aux entretiens), Partage d'expérience professionnelles et éléments de contexte économique, politique et social.

Parcours Droit public des affaires : Passation des marchés publics et des délégations de service public, Exécution des marchés publics et des délégations de service public, Contrats spéciaux de la commande publique, Acquisition et cession des propriétés publiques, Gestion des propriétés publiques, Droit et gestion des services publics locaux, Fiscalité des activités publiques, Financement des projets publics, Gestion financière des collectivités locales, Présentation et résolution de cas pratique, Rédaction de mémoires & plaidoiries, Méthodologie et pratique de la note de synthèse, Stage de 3 mois minimum avec mémoire professionnel OU Stage de 2 mois minimum avec mémoire de recherche OU Alternance avec mémoire professionnel, Entretien avec le jury sur des questions transversales de droit public.

Parcours Droit de l'action publique et des libertés : Procédure administrative non contentieuse, Obligations des décideurs publics, Gestion des espaces maritimes, Régimes de protection des espaces naturels terrestres, Droit des risques naturels, Acteurs publics dans l'espace OI, Grands systèmes juridiques et politiques dans l'OI.



RESPONSABLES PÉDAGOGIQUES

Olivier DESAULNAY

Professeur de droit public
olivier.desaulnay@univ-reunion.fr

Rémi BARRUÉ - BELOU

MCF en droit public
remi.barrue-belou@univ-reunion.fr

CONTACT ADMINISTRATIF

Audrey BECQUART

Bureau pédagogique
audrey.becquart@univ-reunion.fr
0262 93 84 08

Compétences visées

- Maîtriser les fondamentaux du droit administratif (fonction publique, urbanisme, responsabilité administrative, actes administratifs unilatéraux, etc.)
- Choisir le contrat le plus adapté à la réalisation d'un projet public
- Réaliser des montages contractuels complexes
- Passer et exécuter les contrats de la commande publique
- Acquérir le foncier nécessaire à une opération d'utilité publique
- Gérer et valoriser les propriétés publiques
- Réaliser des opérations d'aménagement
- Utiliser la fiscalité au service de l'action publique
- Bénéficier des fonds de financement de l'UE
- Utiliser la procédure administrative contentieuse
- Appréhender le risque pénal dans l'action publique
- Optimiser la gestion des services publics
- Connaître l'environnement juridique des SEM et SPL

Conditions d'admission

- Pour l'accès en 1ère année de Master : Être titulaire d'une licence en droit ou d'un titre équivalent

- Pour l'accès en 2ème année de Master : Être titulaire d'un Master 1 en droit ou d'un titre équivalent.

Le Master 2 droit public fait partie des masters légalement autorisés à sélectionner ses étudiants (décret n° 2016-672 du 25 mai 2016). Une pré-sélection des candidats est effectuée sur dossier et la sélection définitive après un entretien.

Poursuites d'études

- Préparation de concours administratifs ou d'examen professionnel, notamment au sein de l'IEJ
- Doctorat en droit
- Master 2 complémentaire

Débouchés métiers

- **Avocat spécialisé en droit public**, après réussite à l'examen d'entrée à un centre régional de formation professionnelle des avocats,
- **Juriste dans une administration centrale ou déconcentrée**, après réussite, par exemple, du concours d'accès à un Institut régional d'administration (IRA) ou directement par voie contractuelle,
- **Juriste dans une collectivité territoriale**, que ce soit après avoir réussi le concours d'attaché territorial ou directement par recrutement contractuel,
- **Juriste dans une entreprise de service public**, notamment dans les secteurs de l'eau, des énergies ou bien encore dans celui du développement durable,
- **Juriste dans une entreprise publique locale**, telle qu'une société d'économie mixte ou une société publique locale, etc.

Faculté de droit et d'économie - 15 avenue René Cassin - CS 92003
97744 Saint Denis Cedex 9 0262 93 84 84

